



Assemblée générale

Distr. limitée
21 septembre 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session Sixième Commission

Organisation des travaux

Note du Secrétariat

1. Pour aider la Sixième Commission à organiser ses travaux, le Secrétariat juge utile, compte tenu des résolutions 1898 (XVIII) et 32/71 de l'Assemblée générale, en date respectivement des 11 novembre 1963 et 9 décembre 1977, et de l'alinéa b) de l'article 99 du Règlement intérieur de l'Assemblée, d'appeler l'attention de la Commission sur ce qui suit.

Questions renvoyées à la Sixième Commission

2. À sa 3e séance plénière, le 19 septembre 2001, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer 15 points de l'ordre du jour à la Sixième Commission. La liste de ces points figure dans la lettre datée du 19 septembre 2001 adressée au Président de la Sixième Commission par le Président de l'Assemblée générale (A/C.6/56/1).

Documentation relative aux questions renvoyées à la Sixième Commission

3. Dans le tableau ci-après sont énumérés les documents de la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale relatifs aux questions renvoyées à la Sixième Commission : rapports de commissions ou comités et rapports qui doivent être présentés par le Secrétaire général en application de résolutions ou de décisions adoptées aux sessions précédentes de l'Assemblée, et documents distribués au titre des points de l'ordre du jour renvoyés à la Sixième Commission¹, sur la demande d'États Membres.

¹ Le numéro figurant entre crochets à la suite de chaque question renvoie au point correspondant de l'ordre du jour de la cinquante-sixième session. La liste des documents a été établie sur la base des informations disponibles au 20 septembre 2001.



Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international [159]	
Rapport du Secrétaire général (A/56/...)	Fin octobre
Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens [160]	
Rapport du Secrétaire général (A/56/291)	Paru
Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente-quatrième session [161]	
Rapport de la Commission, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément No 17</i> (A/56/17)	24 septembre
Rapport du Secrétaire général sur les incidences de l'élargissement de la composition de la Commission du droit international (A/56/315)	Fin septembre
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-troisième session [162]	
Rapport de la Commission, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément No 10</i> (A/56/10)	Fin septembre
Rapport du Comité des relations avec le pays hôte [163]	
Rapport du Comité, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément No 26</i> (A/56/26)	Début novembre
Mise en place de la Cour pénale internationale [164]	
Rapport de la Commission préparatoire sur les travaux de ses septième et huitième sessions (PCNICC /2001/L.1/Rev.1 et Add.1 et 2 et PCNICC/2001/L... et Add...)	Paru; mi-octobre
Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation [165]	
Rapport du Comité spécial, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément No 33</i> (A/56/33)	Paru
Rapport du Secrétaire général sur l'application des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions (A/56/303)	Paru
Rapport du Secrétaire général sur le <i>Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies</i> et sur le <i>Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité</i> (A/56/330)	5 octobre
Mesures visant à éliminer le terrorisme international [166]	
Rapport du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1996, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément No 37</i> (A/56/37)	Paru
Rapport du Secrétaire général (A/56/160 et Add.1)	Paru; mi-octobre

Lettre datée du 9 mai 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/69-S/2001/459)	Parue
Lettre datée du 11 mai 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/72-S/2001/473)	Parue
Lettre datée du 18 mai 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/78-S/2001/506)	Parue
Lettre datée du 25 mai 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/80-S/2001/524)	Parue
Lettre datée du 30 mai 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/81-S/2001/540)	Parue
Lettre datée du 4 juin 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/85-S/2001/555)	Parue
Lettre datée du 11 juin 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/91-S/2001/580)	Parue
Lettre datée du 13 juin 2001, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/92-S/2001/585)	Parue
Lettre datée du 18 juin 2001, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/97-S/2001/604)	Parue
Lettre datée du 19 juin 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/98-S/2001/611)	Parue
Lettre datée du 20 juin 2001, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/118)	Parue
Lettre datée du 21 juin 2001, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/119-S/2001/619)	Parue
Lettre datée du 2 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/131-S/2001/656)	Parue
Lettre datée du 3 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/138-S/2001/662)	Parue
Lettre datée du 6 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/161-S/2001/673)	Parue
Lettre datée du 13 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/184-S/2001/696)	Parue
Lettre datée du 17 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/201-S/2001/706)	Parue

Lettre datée du 26 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/223-S/2001/737)	Parue
Lettre datée du 27 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/225-S/2001/743)	Parue
Note verbale datée du 30 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/226-S/2001/746)	Parue
Lettre datée du 6 août 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/272-S/2001/768)	Parue
Lettre datée du 7 août 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/275-S/2001/770)	Parue
Lettre datée du 8 août 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/280-S/2001/775)	Parue
Lettre datée du 9 août 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/283-S/2001/777)	Parue
Lettre datée du 9 août 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/286-S/2001/780)	Parue
Lettre datée du 13 août 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/294-S/2001/787)	Parue
Lettre datée du 27 août 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/324-S/2001/825)	Parue
Lettre datée du 30 août 2001, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/325-S/2001/834)	Parue
Lettre datée du 6 septembre 2001, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/331-S/2001/840)	Parue
Note verbale datée du 10 septembre 2001, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/346-S/2001/858)	Parue
Lettre datée du 12 septembre 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Mongolie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/350)	Parue
Lettre datée du 13 septembre 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ouzbékistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/354-S/2001/866)	Parue
Lettre datée du 13 septembre 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/368-S/2001/877)	Parue

Lettre datée du 14 septembre 2001, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/363-S/2001/869)	Parue
Note verbale datée du 14 septembre 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Kazakhstan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/364)	Parue
Lettre datée du 17 septembre 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/367-S/2001/875)	Parue
Lettre datée du 17 septembre 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Kazakhstan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/369)	Parue
Lettres identiques datées du 17 septembre 2001, adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/377-S/2001/885)	Parue
Portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé [167]	
Rapport du Secrétaire général sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (A/55/637)	Paru
Octroi à l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [168]	
Lettre datée du 14 août 2000, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Suède (A/55/226)	Parue
Octroi à l'Institut international de droit du développement du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [170]	
Lettre datée du 19 juin 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/141)	Parue
Octroi à l'Organisation hydrographique internationale du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [172]	
Lettre datée du 2 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Monaco auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/145)	Parue
Octroi à la Communauté des États sahélo-sahariens du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [173]	
Lettre datée du 24 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/191)	Parue
Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction [174]	
Lettre datée du 7 août 2001, adressée au Secrétaire général par les Chargés d'affaires par intérim des Missions permanentes de la France et de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/192)	Parue

Octroi à Partenaires dans le domaine de la population et du développement du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [176]

Lettre datée du 24 avril 2001, adressée au Secrétaire général par les représentants du Bangladesh, de la Chine, de la Colombie, de l'Égypte, de la Gambie, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kenya, du Mali, du Maroc, du Mexique, de l'Ouganda, du Pakistan, de la Tunisie et du Zimbabwe auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/55/241) Parue

Date d'achèvement des travaux de la Commission, ordre et dates approximatives d'examen des questions

4. L'alinéa b) de l'article 99 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale dispose que :

« Chacune des grandes commissions, eu égard à la date fixée par l'Assemblée générale, sur recommandation du Bureau, pour la clôture de la session, décide de l'ordre de priorité des questions qui lui sont renvoyées et tient les réunions nécessaires pour achever l'examen de ces questions. Elle adopte, au début de la session, un programme de travail indiquant, si possible, la date retenue comme objectif pour l'achèvement de ses travaux, les dates approximatives de l'examen des questions et le nombre de séances à consacrer à chacune d'elles. »

5. Compte tenu du nombre de séances allouées à la Sixième Commission, indiqué au paragraphe 10 ci-après, il est proposé que la Commission fixe au 23 novembre 2001 la date limite d'achèvement de ses travaux.

6. La Sixième Commission pourrait envisager, aux fins de l'adoption de son programme de travail, de retenir le calendrier ci-après, établi sur la base des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et des programmes de travail adoptés antérieurement par la Commission, pour les dates approximatives d'examen des questions qui lui ont été renvoyées :

Dates approximatives d'examen

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente-quatrième session [161]	8-9 octobre
Portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé [167]	9-10 octobre
Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation [165]	10-12 octobre
Mesures visant à éliminer le terrorisme international [166] (Groupe de travail) (voir par. 7 ci-dessous)	15-26 octobre
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-troisième session [162]	29 octobre-9 novembre
Mise en place de la Cour pénale internationale [164]	12-13 novembre

Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens [160]	13-14 novembre
Octroi à l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [168]	14-15 novembre
Octroi à l'Institut international de droit du développement du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [170]	14-15 novembre
Octroi à l'Organisation hydrographique internationale du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [172]	14-15 novembre
Octroi à la Communauté des États sahélo-sahariens du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [173]	14-15 novembre
Octroi à Partenaires dans le domaine de la population et du développement du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [176]	14-15 novembre
Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction [174]	15-16 novembre
Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international [159]	19 novembre
Rapport du Comité des relations avec le pays hôte [163]	19 novembre
Mesures visant à éliminer le terrorisme international [166]	20-21 novembre
Réserve	23 novembre

Constitution de groupes de travail et tenue de consultations

7. En ce qui concerne le point 166 de l'ordre du jour, intitulé « Mesures visant à éliminer le terrorisme international », l'Assemblée générale, par sa résolution 55/158 en date du 12 décembre 2000, a décidé que les travaux du Comité spécial créé par sa résolution 51/210 se poursuivraient, pendant sa cinquante-sixième session, entre le 15 et le 26 octobre 2001, dans le cadre d'un groupe de travail de la Sixième Commission.

8. Les services de conférence alloués à la Sixième Commission étant limités, comme indiqué au paragraphe 10 ci-après, les réunions prévues pour les groupes de travail ou les consultations officielles devraient remplacer les séances plénières de la Commission au lieu de venir s'y ajouter.

Date limite pour la présentation des projets de résolution ayant des incidences financières

9. L'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale dispose que : « aucune commission ne recommande à l'Assemblée générale, pour approbation, de résolution impliquant des dépenses sans que cette résolution soit accompagnée d'une prévision de dépenses établie par le Secrétaire général ». Il est donc essentiel que la Sixième Commission prévoie des délais suffisants pour l'établissement des prévisions de dépenses par le Secrétariat, ainsi que pour l'examen de celles-ci par le

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par la Cinquième Commission. Dans ces conditions, si le 23 novembre est retenu comme date de clôture pour les travaux de la Sixième Commission (voir plus haut par. 5), le 5 novembre 2001 devrait être la date limite pour la présentation à la Cinquième Commission de projets de résolution ayant des incidences financières.

Ressources disponibles pour les services de conférence

10. Les moyens disponibles pour les services de conférence devraient en principe permettre à la Commission de tenir en moyenne neuf séances plénières par semaine, et au Groupe de travail plénier visé au paragraphe 7 ci-dessus de se réunir 10 fois par semaine. Normalement, les séances du matin auront lieu de 10 heures à 13 heures et celles de l'après-midi de 15 heures à 18 heures.

11. Afin d'éviter des difficultés dans l'organisation des services à fournir pour les réunions des groupes régionaux de la Commission, toutes les demandes de réunions de ces groupes doivent être adressées à la Section de la planification et du service des séances par l'intermédiaire du Secrétaire de la Commission.
